



Léon Blum, le socialisme et l'Europe *Le discours de Stresa (avril 1948)*

Lorsqu'il intervient à Stresa (Italie), au Congrès de l'Internationale socialiste, en avril 1948, Léon Blum (1872-1950) est au soir de sa vie. Il sait qu'il ne reviendra plus au pouvoir. Il suit toujours de très près la vie politique et ses avis sont toujours sollicités par ses camarades.

Quelques semaines plus tôt, il a prononcé une conférence sur la Révolution de 1848, une méditation sur la révolution qui est aussi le bilan d'une vie. À Stresa, encore, il mêle souvenirs personnels et explication de textes. Dans un moment particulièrement dramatique – le spectre de la guerre si proche hante les esprits –, il oppose, comme à Tours en 1920, deux visions du monde, et en revient à l'histoire sans se laisser donner de leçons de doctrine. C'est une perspective socialiste qu'il brosse en pleine lumière. Mots passionnés, qui vont à l'essentiel.

Dans la Résistance, le Comité d'action socialiste, organisation provisoire du socialisme renaissant, avait évoqué la perspective après-guerre

des « États-Unis d'Europe aboutissant en fait à des États-Unis du monde ». Perspective idéaliste, mais qui indiquait le souci de construire des institutions internationales. Vincent Auriol, proche de Léon Blum, avait rédigé un livre, Hier et demain, publié en 1945, qui parlait d'une Fédération européenne capable d'intégrer une nouvelle Allemagne, une « République fédérative allemande ». Il est vrai qu'en 1944-1945, la préoccupation première est la reconstruction de la France. Et l'Europe est surtout évoquée à la lumière de la question allemande.

Ce n'est vraiment qu'en 1947, avec la proposition du plan Marshall et l'entrée dans la guerre froide que l'Europe devient une question politique d'actualité. La SFIO ne se résout à la cassure avec l'Est que tardivement. Il faut attendre le coup de Prague en février 1948 pour que l'Europe telle qu'elle est, devienne une perspective politique sans préalable idéologique. Les socialistes européens sont cependant loin d'être unis. Le Parti travailliste britannique refuse ainsi de s'associer à la préparation du Congrès de la Haye prévu les

7 et 10 mai 1948. C'est dans ce contexte troublé que Léon Blum tente d'éclaircir les débats pour les socialistes en posant clairement, au-delà de la conjoncture, la question de la souveraineté nationale et de l'indépendance. Il le fait en revenant sur ce qu'il pense être les finalités et la nature du socialisme démocratique. Les choix qu'il propose constituent les fondements de ce que sera la pensée européenne des socialistes¹.

Alain Bergounioux

Le discours

« Je voudrais d'abord vous remercier, dans un profond sentiment de cordialité affectueuse, d'avoir bien voulu m'entendre aujourd'hui. Ces quelques jours de repos que je passe dans une maison amie, devant le spectacle sublime du lac et des montagnes sont, depuis ma libération (car j'ai été délivré sur terre italienne), mon premier contact avec l'Italie libérée en même temps que moi. Je crois avoir le droit de vous dire que je suis un ami ancien et fidèle du peuple italien. Pendant la première phase de ma vie, c'est en Italie que, par une inclination naturelle, j'ai passé presque tous mes loisirs d'homme privé. J'ai été l'ami de quelques-uns de vos artistes les plus célèbres. Plus tard, jeté dans la vie publique, j'ai été l'ami de quelques-uns de vos hommes d'État les plus importants comme je le suis encore aujourd'hui. J'ai vécu avec les chefs du socialisme italien dans la plus affectueuse familiarité. J'ai été le camarade à peine plus jeune de Filippo Turati et de Claudio Treves ; j'ai partagé et adouci de mon mieux les tristesses de leur exil ; je les ai vus mourir, j'ai parlé sur leur tombe. J'ai été le camarade plus âgé de Matteotti. J'étais près de lui à Rome, en avril 1923, quand pour la première

fois depuis la marche sur Rome, il convoqua à Montecitorio le groupe socialiste. Un an plus tard, quand il quitta Paris pour Rome où l'attendaient les assassins, c'est dans ma maison qu'il passa sa dernière soirée. Ces souvenirs me sont trop chers et sont restés trop vivants en moi pour que je me considère parmi vous comme un étranger.

Je vous parlerai donc en toute liberté des sujets qui sont l'objet de mes préoccupations continues comme des vôtres assurément. Nous sommes dans un instant pathétique de l'Histoire. Chacun de nous, à sa manière, joue et vit un drame intérieur. Devant les individus – comme devant les nations, comme devant l'Europe, comme devant l'humanité entière, les problèmes se posent sous une forme si pressante, si impérieuse qu'ils créent une sorte d'anxiété. Les peuples échapperont-ils à de nouvelles servitudes ? L'Europe échappera-t-elle au chaos et à la ruine ? Le monde échappera-t-il à la guerre qui équivaldrait cette fois à la destruction ? Les lentes conquêtes de la civilisation politique et spirituelle seront-elles préservées ? Parviendrons-nous à orienter la volonté et l'effort des hommes dans la direction qui est celle du socialisme international, à réconcilier l'ordre avec le droit, la justice avec la liberté, l'organisation collective de la société avec la pleine intégrité des individus, l'indépendance des nations avec la solidarité internationale et la fraternité humaine ?

J'ai vécu avec les chefs du socialisme italien dans la plus affectueuse familiarité. J'ai été le camarade à peine plus jeune de Filippo Turati et de Claudio Treves ; j'ai partagé et adouci de mon mieux les tristesses de leur exil ; je les ai vus mourir, j'ai parlé sur leur tombe.

1 : Discours prononcé à Stresa le 9 avril 1948, à l'occasion d'une conférence de l'Internationale socialiste. Ce texte peu connu est publié dans son intégralité dans *L'Œuvre complète de Léon Blum*, vol. 1944-1950 (Albin Michel). Des extraits sont repris et commentés dans Léon Blum, *Discours politiques*, présentés par Alain Bergounioux (Imprimerie nationale, Acteurs de l'Histoire, 1997, 292 p.). Des extraits du discours ont également été publiés dans *Recherche socialiste* n°-26, mars 2004, et sont consultables sur le site de l'Ours : <http://www.lours.org/default.asp?pid=373>).

Rien n'est plus naturel que cet état de trouble et d'angoisse. Des crises de cette nature ont succédé à toutes les guerres générales et, depuis bien des siècles, aucune guerre n'avait apporté plus de ravages dans le monde que celle qui vient de se terminer, et qui même n'est pas tout à fait achevée encore, puisque ses conséquences directes n'ont pas cessé de se développer et que l'état présent du monde, sans être tout à fait la guerre, n'est assurément pas la paix. Je n'essaierai pas de vous faire le tableau de ce monde d'après-guerre, chacun de vous l'a présent devant les yeux. L'économie universelle a été atteinte dans ses profondeurs. Là où il n'y a pas eu de destruction, il y a désordre et anomalie. Dans l'ordre politique et spirituel, une mêlée confuse affronte les unes aux autres les forces nouvelles, issues des profondeurs des masses populaires, avec les forces anciennes, elles-mêmes divisées et transformées. Partout le trouble et l'inquiétude, et, sur bien des points, la souffrance. L'Europe a connu la menace de la famine collective. Elle connaît celle du chômage. La nourriture des hommes, des femmes, des enfants est devenue le problème de chaque jour. Des catégories sociales entières, vieillards, retraités, petits rentiers, petits propriétaires fonciers, ouvriers agricoles de certaines régions, ont été, non pas même prolétarisées, mais écrasées. Le contraste de gains scandaleux et d'un luxe insolent rend plus amère encore cette misère. On conçoit que devant ce spectacle des esprits honnêtes remettent tout en cause, les institutions et l'idéologie politique comme le système social, qu'ils veuillent faire table rase de tout ce passé dont l'expression finale est la guerre et la misère. Ils ne vont pas jusqu'à récuser et à dénoncer en bloc la démocratie, comme l'avaient fait les théoriciens totalitaires. Mais ils condamnent comme désuètes et comme inefficaces les formes connues et usuelles de la démocratie, spécialement les formes parlementaires, et ils entendent leur substituer, à l'exemple de la Russie soviétique et des Républiques de l'Est, ce qu'ils appellent la démocratie populaire.

Des catégories sociales entières, vieillards, retraités, petits rentiers, petits propriétaires fonciers, ouvriers agricoles de certaines régions, ont été, non pas même prolétarisées, mais écrasées. Le contraste de gains scandaleux et d'un luxe insolent rend plus amère encore cette misère. On conçoit que devant ce spectacle des esprits honnêtes remettent tout en cause, les institutions et l'idéologie politique comme le système social, qu'ils veuillent faire table rase de tout ce passé dont l'expression finale est la guerre et la misère.

Je voudrais retenir un instant votre attention sur ce débat auquel j'attache une extrême importance, je n'y apporte pas de prévention. Je connais le vice des institutions politiques qui ont survécu à la guerre comme les vices de celles qu'elle a renversées. J'ai participé trop longtemps moi-même à la vie parlementaire pour en être un adorateur idolâtre. Mais je voudrais vous communiquer quelques remarques que je crois particulièrement fondées pour des peuples comme le vôtre et comme le mien. Nous avons, vous et nous, la plus ancienne habitude de la vie publique. Nous sommes, vous et nous, les héritiers les plus directs de la civilisation gréco-romaine. Mais cet héritage est double. Il comprend d'une part la République, le gouvernement du peuple par lui-même, le peuple électeur et juge, l'Agora et le Forum. Mais il comprend d'autre part la tyrannie et l'Empire. L'héritage de Rome c'est Brutus, mais c'est aussi César. Nos peuples sont enclins à répudier tantôt une part de l'héritage, tantôt l'autre. Quand ils sont saturés et gorgés de démocratie, l'Histoire nous montre avec quelle facilité des crises de caprice et de dégoût les rejettent vers le césarisme. Vous sortez à peine de cette expérience funeste ; la France l'a subie deux fois au cours du siècle dernier. Chez vous, comme chez nous, le danger subsiste. Il est permanent. Chez vous, comme chez nous, il faut prendre bien garde. Les hommes qui, sur les ruines de la démocratie représentative, rêvent d'établir la "démocratie populaire" se repentiront peut-être

un jour d'avoir travaillé pour un de ces états autoritaires et totalitaires auxquels le nom de fascisme reste attaché.

Mais cela dit et une fois formulée cette réserve essentielle, je conçois parfaitement la recherche de formules nouvelles plus directement adaptées aux transformations présentes et futures de la société économique. Bien que nos parlements, à bien des égards, ne soient pas autre chose que la transposition à des États plus étendus et plus peuplés du gouvernement direct par le peuple tel qu'il s'exerçait dans le cercle étroit des républiques anciennes et de vos républiques du Moyen Âge, je ne les considère nullement comme la forme unique et nécessaire de la démocratie. Mais que seront, que sont déjà les nouvelles démocraties populaires ?... Je ne sais si vous connaissez une brochure que je considère, quant à moi, comme un des documents les plus importants et les plus intéressants de la littérature socialiste. C'est la dernière brochure qu'ait écrite Rosa Luxembourg – elle l'a écrite dans sa prison – et qui a été traduite en français par mon vieil et cher ami Bracke. Rosa Luxembourg n'était pas, j'imagine, une socialiste de droite et quiconque se réclame du socialisme acceptera la valeur de son témoignage. Étudiant le problème de la dictature du prolétariat, elle admettait comme une nécessité de fait, après la prise du pouvoir par les travailleurs organisés, la suspension de la légalité antérieure, la suspension de toute légalité formelle, et même la suspension du suffrage universel qui est pourtant l'institution essentielle et symbolique de la démocratie. Elle l'admettait, bien entendu, à titre purement provisoire et transitoire et non pas comme un système de gouvernement définitif, ce qui était alors un point clé conflictuellement particulièrement aigu entre le communisme et le socialisme. Mais voici sur quoi je veux appeler votre attention. Même pendant cette vacance de tout pouvoir légal, disait Rosa Luxembourg, et précisément à cause de cette vacance, la substance de la démocratie doit être préservée, c'est-à-dire que les droits personnels, les libertés personnelles doivent être jalousement

sauvegardés. Pas de pouvoir légalement élu, c'est entendu, mais la presse libre, les réunions libres, les associations libres, la vie syndicale libre, toutes les formes d'échange et de confrontation de la pensée libre, tous les modes d'information libres. Faute de quoi la dictature du prolétariat ne serait plus que la dictature tout court, que la tyrannie collective ou personnelle, à laquelle le socialisme répugne.

Tout est là, et c'est exactement ainsi que la question se pose, suivant moi, pour la démocratie populaire. Vous voulez substituer au régime représentatif, aux assemblées élues, aux gouvernements responsables devant elles, des organismes empruntés aux formations de parti, aux associations corporatives, aux groupes d'entreprise, ou tirés directement des collectivités populaires. On peut discuter là-dessus ; le débat est ouvert. Mais la presse sera-t-elle libre ? Pourra-t-on tenir des réunions publiques ? Les partis politiques pourront-ils se recruter et agir sans contrainte ? Pourra-t-on gagner sa vie sans exhiber la carte d'un parti ? Pourra-t-on ouvrir son poste de radio ? Pourra-t-on se déplacer à son gré ? L'enseignement des maîtres d'Université, la création des écrivains et des artistes seront-ils soumis au contrôle de la police ? Voilà la question cruciale. Si oui, ce n'est qu'une recherche parfaitement légitime, la recherche de nouvelles formes constitutionnelles à l'intérieur de la démocratie. Sinon, c'est, sous le nom de démocratie, la suppression

Vous voulez substituer au régime représentatif, aux assemblées élues, aux gouvernements responsables devant elles, des organismes empruntés aux formations de parti, aux associations corporatives, aux groupes d'entreprise, ou tirés directement des collectivités populaires. On peut discuter là-dessus ; le débat est ouvert. Mais la presse sera-t-elle libre ? Pourra-t-on tenir des réunions publiques ? Les partis politiques pourront-ils se recruter et agir sans contrainte ? Pourra-t-on gagner sa vie sans exhiber la carte d'un parti ?

de toute démocratie – et nous savons bien, hélas ! que c'est non.

Les tenants des nouvelles démocraties populaires ont renoncé à être des démocrates, et, dans le fond d'eux-mêmes, ils le savent encore mieux que nous. S'ils nous livraient tout le secret de leur pensée, ils nous diraient, je crois, ceci : " Nous voulons mettre fin aux iniquités qui souillent ce monde. Nous voulons réaliser enfin la justice entre les hommes. Mais les hommes ne peuvent être conduits à la justice et à la paix que par la force et sous l'effet prolongé de la contrainte. L'établissement de la justice par le jeu libre des forces, à l'intérieur de la démocratie, a été tenté depuis de longues années : il a échoué. Les démocraties sont sans suite et sans efficacité. Elles sont le jouet des forces hostiles qui les pervertissent ou les abusent. Nous sommes las de cette duperie, de cette illusion. Nous serons des tyrans, mais de bons tyrans. Nous userons de la dictature, mais notre tyrannie sera bienfaisante et salvatrice. On ne peut faire le bien des hommes que malgré eux... " Voilà, je crois, le fond de leur pensée, car au fond de tous les reniements de la démocratie, il y a le même pessimisme, le même mépris foncier de l'humanité.

Mais est-il vrai que l'humanité soit condamnée à cette option terrible ? Quelle est la tare originelle qui l'oblige à choisir entre la justice et la liberté, à subir éternellement l'iniquité sociale pour préserver les libertés civiques privées, ou bien à immoler tous les droits de la personne, toutes les prérogatives de la pensée à l'établissement de la justice collective ? Que vaudrait la justice imposée par la force et maintenue par la force ? Et combien de temps suffirait-il pour qu'elle engendrât de nouvelles iniquités au profit de ceux qui détiennent et maintiennent la force ? L'épreuve de la force, elle aussi, a été faite bien des fois dans le monde moderne, transformé par le machinisme industriel. Elle se poursuit sous nos yeux. A-t-elle si complètement réussi ? La force s'est toujours présentée et justifiée aux yeux des hommes comme l'instrument de la justice. Elle l'a fait toujours et partout, même dans l'Allemagne nazie et dans l'Italie fasciste. La

force se targue invariablement de la justice. Elle se pose comme étant par elle-même la justice. Je ne veux ni reproduire ni affaiblir les formules célèbres de Pascal.

Est-il vrai que l'humanité soit condamnée à cette option terrible ? Quelle est la tare originelle qui l'oblige à choisir entre la justice et la liberté, à subir éternellement l'iniquité sociale pour préserver les libertés civiques privées, ou bien à immoler tous les droits de la personne, toutes les prérogatives de la pensée à l'établissement de la justice collective ? Que vaudrait la justice imposée par la force et maintenue par la force ? Et combien de temps suffirait-il pour qu'elle engendrât de nouvelles iniquités au profit de ceux qui détiennent et maintiennent la force ?

Est-il vrai, d'autre part, que l'épreuve de la démocratie politique ait abouti à des résultats aussi décevants, aussi misérables ? Je ne les examine ici que dans l'ordre de la justice sociale. Même à cet égard, on n'a pas le droit de mépriser de si haut son oeuvre. On a célébré récemment en France le centenaire de la Révolution de 1848. Cette occasion m'a amené à revoir les documents du temps, les grandes enquêtes officielles sur la condition ouvrière, le livre d'Engels sur les classes laborieuses en Angleterre. Quand on se plonge dans ces documents, on se croit transporté dans un autre monde. Ce qu'était alors la vie des travailleurs, non seulement des hommes, mais des femmes et des enfants, entre l'exploitation patronale et l'assujettissement légal, le taux misérable des salaires, les conditions du logement, de l'alimentation, de l'hygiène industrielle, l'interdiction absolue, durement sanctionnée par la loi, d'opposer sous une forme quelconque, soit au patronat, soit aux pouvoirs publics, fût-ce un embryon de solidarité ouvrière, c'est ce que nous avons peine à nous représenter aujourd'hui. Le salarié était vraiment livré sans défense, seul, débile, désarmé, à l'exac-

tion capitaliste et à l'oppression gouvernementale. Malgré toutes les misères, toutes les iniquités qui subsistent et qui tiennent au régime même de la propriété, n'y a-t-il pas cependant aujourd'hui quelque chose de changé ? Il ne faut pas que le trouble du moment présent nous rende par trop injustes vis-à-vis de la démocratie politique. Elle a permis de créer un droit social, elle a éveillé une conscience sociale. Elle a appelé à l'existence les associations et les institutions ouvrières. Elle a ouvert et constamment élargi leur place dans la vie publique. Elle a permis une modification, une amélioration presque continue de leurs conditions d'existence. La démocratie politique a été le commencement, et elle reste la condition de l'émancipation des travailleurs.

Certes, ces premiers résultats n'ont été obtenus que sous l'impulsion et sous la pression des travailleurs eux-mêmes. Ce qui revient à dire que la démocratie politique, à mesure que se formait chez les travailleurs une conscience de classe, a subi de plus en plus fortement l'impulsion et la pression de la démocratie sociale, et, par conséquent, du socialisme international qui en était l'expression directe. La démocratie sociale est jeune dans l'histoire du monde. Elle compte moins d'années d'existence que moi. Son action effective ne compte guère plus de soixante ans de durée. Au cours des trente dernières années, elle a été déchirée par deux guerres mondiales et par le schisme communiste. Mais elle peut cependant exhiber ses états de service avec une certaine fierté. L'usage qu'elle a fait de la démocratie politique, en particulier, dans l'Europe occidentale, lui permet d'envisager le présent avec fermeté et l'avenir avec confiance. Sa raison d'être essentielle est de repousser le choix inhumain et odieux que je repoussais tout à l'heure. Elle affirme et proclame de toute sa force qu'il n'est pas vrai que l'humanité soit tenue de choisir entre une liberté inique et une justice asservie. Elle affirme et proclame que justice et liberté unies forment pour l'humanité un idéal indissoluble. Son objet est de construire une société où la justice et l'égalité (c'est-à-dire l'équité dans la distribution des tâches et la répartition des

richesses) non seulement restent pleinement compatibles avec les libertés civiles, avec les libertés individuelles, mais aboutissent à la reconnaissance et à la culture de toutes les vocations de l'individu, au développement plein et entier de toutes les virtualités personnelles. Le socialisme international a pour objet d'établir la justice dans la liberté par la fraternité, d'assurer la concorde entre les individus et la paix entre les peuples, en un mot, pour reprendre la formule sublime de Jaurès, de réconcilier enfin l'humanité avec elle-même.

Il ne faut pas que le trouble du moment présent nous rende par trop injustes vis-à-vis de la démocratie politique. Elle a permis de créer un droit social, elle a éveillé une conscience sociale. Elle a appelé à l'existence les associations et les institutions ouvrières. Elle a ouvert et constamment élargi leur place dans la vie publique. Elle a permis une modification, une amélioration presque continue de leurs conditions d'existence. La démocratie politique a été le commencement, et elle reste la condition de l'émancipation des travailleurs.

Le socialisme international, dans la première phase de son activité, avait désigné comme fin aux masses ouvrières la conquête du pouvoir. Égaré par une fausse analogie avec les révolutions politiques, du siècle dernier, il était enclin à considérer la conquête et la détention du pouvoir politique comme la condition, non seulement nécessaire, mais suffisante, de la transformation sociale. Il en est venu ensuite à reconnaître que la détention d'un pouvoir politique, même absolu, ne suffisait pas à assurer la transformation sociale, c'est-à-dire la transformation du régime de propriété, mais que cette mutation révolutionnaire dépendait essentiellement, comme l'avait d'ailleurs enseigné Marx, des conditions générales de l'économie, de l'état et du progrès des forces de production. Dès lors, c'est la transformation sociale elle-même, et non plus la conquête du

pouvoir qui la conditionne – et la précède –, qui devenait l'acte révolutionnaire à l'état pur. Dans un dernier état, il en est venu à considérer – instruit en cela par la grande expérience qui se déroule depuis trente ans sous nos yeux – que la transformation du régime de la propriété n'est pas elle-même la fin dernière du socialisme, qu'il est possible en effet de détruire la propriété capitaliste – c'est-à-dire la propriété héréditaire et comportant un revenu sans travail – sans libérer du même coup le prolétariat des servitudes et de l'exploitation que le capitalisme avait fait peser sur lui.

Une société où la propriété capitaliste est supprimée, mais où le salariat subsiste, où la direction du travail collectif appartient sans contrôle à une oligarchie privilégiée dans la sélection de laquelle la masse des travailleurs n'a pas de part, qui, pour maintenir artificiellement ce régime, est conduite à suspendre indéfiniment le jeu de toutes les libertés personnelles et civiques, cette société n'est pas une réalisation exacte et complète de l'État socialiste. Par-delà la transformation du régime de la propriété, qui elle-même devient une condition nécessaire, mais non suffisante, le socialisme est donc conduit à se proposer comme fin dernière l'affranchissement de la personne humaine, sa libération intégrale, la rupture des servitudes de tout ordre, de toute nature, qui pèsent sur lui, des servitudes politiques, morales, spirituelles, aussi bien que des servitudes matérielles, c'est-à-dire de rechercher une harmonisation totale de la liberté et de la justice.

Si l'on cherche à discerner, dans cette mer tumultueuse qu'est le monde d'aujourd'hui, la direction des grands courants qui le traversent, on sera bien obligé, je crois, de reconnaître qu'ils poussent, qu'ils portent l'humanité vers les fins du socialisme international. La conciliation de la liberté et de la justice, la réalisation de l'ordre humain dans la liberté et par la justice représentent l'aspiration générale, bien que plus ou moins clairement conçue, des peuples blessés et bouleversés par la guerre.

Si l'on cherche à discerner, dans cette mer tumultueuse qu'est le monde d'aujourd'hui, la direction des grands courants qui le traversent, on sera bien obligé, je crois, de reconnaître qu'ils poussent, qu'ils portent l'humanité vers les fins du socialisme international. La conciliation de la liberté et de la justice, la réalisation de l'ordre humain dans la liberté et par la justice représentent l'aspiration générale, bien que plus ou moins clairement conçue, des peuples blessés et bouleversés par la guerre. La liberté a été pour eux l'enjeu de la guerre, le signe de la victoire. Leur volonté est que la justice en soit la récompense. Ils se rendent compte, par leurs difficultés de chaque jour, que la vieille économie libérale, l'économie de la libre initiative, de la libre concurrence, de l'offre et de la demande, du profit est totalement inapte à résoudre le problème des économies européennes en déficit et en reconstruction. Le jeu des soi-disant "harmonies économiques" aboutirait, dans la répartition des denrées alimentaires et des marchandises de toute sorte, dans la distribution des matières premières, dans la direction imprimée au travail de reconstitution, de conversion, de modernisation, à des incohérences et à des injustices que l'opinion des peuples ne peut plus guère tolérer. Pas d'économie nationale qui puisse être reconstituée d'une façon satisfaisante, prompte et durable, autrement qu'avec le concours des autres nations et dans un effort international de coopération et de solidarité. Je me suis promis de toucher le moins possible aux affaires spécifiquement italiennes. Mais n'est-il pas clair pour chacun de vous que les plus graves des problèmes économiques qui pèsent sur l'Italie, équipement technique, plein-emploi, peuplement, émigration, appellent des solutions auxquelles un concours d'initiatives privées ne suffit pas, auxquelles l'ensemble de vos ressources nationales ne pourrait suffire qu'en beaucoup de temps et au prix de longs sacrifices, plus durs encore que ceux que supporte aujourd'hui votre peuple courageux ? Or, la réforme de l'économie sur le plan collectif et dans la solidarité internationale, l'accroissement

consécutif de la production, l'amélioration de la condition ouvrière, la subordination des intérêts particuliers et de la recherche égoïste du profit à ce qui apparaît comme le bien public, ce n'est pas assurément toute la justice sociale. Mais c'est un commencement de la justice. Ce n'est pas à proprement parler le socialisme, c'est, si je puis dire, une justification critique du socialisme et en ce sens un commencement du socialisme, ou plutôt un état préalable du socialisme. Je n'ai pas besoin d'ajouter que, selon nous, la réalisation du socialisme n'est pas conditionnée par la généralisation de la misère, mais bien au contraire par l'extension continue du bien-être. La prospérité est mère du socialisme de même que, ainsi que le rappelait récemment Ernest Bevin, elle est mère de la paix. Je vous citerai, pour égayer un instant cette causerie trop austère, le mot que répétait volontiers un socialiste français de la génération qui a précédé la mienne : "Le capitalisme, disait-il, est pour nous un oncle d'Amérique... Nous voulons bien qu'il meure. Nous ne voulons pas qu'il se ruine." Il est donc bien naturel que, depuis la fin de la guerre, la démocratie socialiste ait, partout en Europe, incliné de tout son pouvoir la démocratie politique dans le sens de l'économie collective et de l'économie internationale. Et à ce sujet, je voudrais, avant d'achever, vous dire quelques mots d'un sujet auquel je suis naturellement conduit et sur lequel vous ne concevriez pas mon silence, je veux parler de l'offre Marshall. Le président Truman était parfaitement en droit de dire, dans son dernier discours, qu'à bien des égards, par sa nature, par son volume, par ses conséquences, le plan Marshall – aujourd'hui en voie d'exécution – était un phénomène entièrement nouveau et l'un des plus extraordinaires qu'ait connu l'Histoire. À vrai dire, il ouvre une phase nouvelle dans la vie de l'Europe, puisqu'il comporte l'assistance matérielle qui était nécessaire à l'Europe pour la reconstitution méthodique, rapide, durable de son économie. Et il ouvre une phase nouvelle dans la vie mondiale, en tant qu'expression symbolique de la solidarité internationale et que prélude de

l'organisation internationale. On a attaqué et on attaque encore le plan Marshall en assurant qu'il porte atteinte à l'indépendance des États qui y participent. Qu'est-ce que l'indépendance d'un État ? C'est à mon avis l'équivalent pour la collectivité nationale de ce que sont pour l'individu les droits fondamentaux de l'homme et du citoyen. Aucun État, si grand et si riche soit-il, ne doit usurper sur l'indépendance de l'État le plus chétif et le plus pauvre. Et à l'inverse, aucun État, fût-ce le plus chétif et le plus pauvre, ne doit aliéner la moindre parcelle de son indépendance au profit de l'État le plus puissant et le plus riche. Quels sont les droits fondamentaux qui constituent l'indépendance de l'État et qui, par conséquent, doivent être préservés à tout prix ? D'abord, le droit à son intégrité territoriale et nationale. En ce sens, l'attentat caractéristique contre l'indépendance est l'agression armée, et aussi ces formes détournées d'agression qui consistent dans le fait de fomenter, de diriger, d'armer, d'alimenter les insurrections du dedans et les coups d'État intérieurs. Ensuite, le droit de disposer de lui-même, de prendre les décisions intéressant sa vie nationale, sans avoir à redouter la pression, la menace ou le chantage d'un voisin plus puissant, de régler librement son régime intérieur, politique ou social, de choisir librement ses alliances diplomatiques ou militaires. Le socialisme veut des États pleinement indépendants au sein d'une communauté internationale pleinement efficace, tout comme il veut des individus pleinement libres au sein d'une société organisée sur le plan de l'intérêt collectif.

Le plan Marshall ouvre une phase nouvelle dans la vie de l'Europe, puisqu'il comporte l'assistance matérielle qui était nécessaire à l'Europe pour la reconstitution méthodique, rapide, durable de son économie. Et il ouvre une phase nouvelle dans la vie mondiale, en tant qu'expression symbolique de la solidarité internationale et que prélude de l'organisation internationale.

Si, donc, le plan Marshall avait contenu une atteinte ou une menace quelconque contre l'indépendance des États, s'il avait fait dépendre pour eux l'assistance américaine de leur structure intérieure – politique ou économique – ou de leur position vis-à-vis de la politique propre des États-Unis, s'il leur avait imposé en contrepartie des conditions politiques ou militaires, le socialisme international l'aurait combattu. On a bien pu juger, il y a quelques jours, de ce qu'était sa disposition quand un fâcheux incident de quelques heures a pu faire redouter que les États-Unis n'imposassent aux démocraties occidentales la société de l'Espagne de Franco. Mais, en effet, tous ces malentendus ont été dissipés. L'offre Marshall a été adressée collectivement à l'Europe, elle s'adressait indistinctement à tous les États européens, sans aucune discrimination fondée sur leur régime intérieur ou sur l'orientation générale de leur politique. Elle n'était assortie d'aucune condition diplomatique ou militaire. La acceptée et l'a refusée qui voulait. Un certain nombre d'États de l'Est européen l'ont refusée. Ils sont indépendants et c'était leur droit. Mais l'accès leur reste toujours ouvert ; leurs relations économiques avec les États participants ne sont nullement altérées. Il ne dépend strictement que d'eux, à l'heure qu'ils choisiront, de venir compléter l'Europe.

Adressée à l'Europe, l'offre Marshall devait entraîner comme conséquence directe le groupement des États européens pour dresser en commun un inventaire des besoins et des ressources, pour opérer entre eux une compensation préalable de ces ressources et de ces besoins, pour déterminer le solde débiteur auquel l'assistance américaine devait faire face, pour assurer le meilleur emploi et la meilleure répartition de cette assistance, et au-delà du moment présent – puisqu'un jour elle devra prendre fin – pour permettre à l'Europe de se suffire à elle-même en portant au maximum sa forte productivité... Cela, c'est la mise en train de l'unification économique de l'Europe. Et les adversaires du plan Marshall de nous dire alors : “Oui, mais cette unification suppose des organismes

supranationaux dont les décisions s'imposent aux États en matière douanière, financière, monétaire, industrielle... La souveraineté des États est menacée.”

Le socialisme international n'admet aucune atteinte à l'indépendance. Non seulement il admet, mais il préconise, il souhaite les limitations de la souveraineté.

Il exige seulement que ces limitations soient librement et volontairement consenties par les États ainsi que les socialistes français l'ont fait inscrire dans la Constitution récente de la République.

Ici quelque réflexion est nécessaire. Ne confondons pas les mots et les idées. Le socialisme international n'admet aucune atteinte à l'indépendance. Non seulement il admet, mais il préconise, il souhaite les limitations de la souveraineté. Il exige seulement que ces limitations soient librement et volontairement consenties par les États ainsi que les socialistes français l'ont fait inscrire dans la Constitution récente de la République.

La souveraineté n'est pas la même chose que l'indépendance, pas plus pour les nations que pour le citoyen de la cité. L'individu est libre dans la mesure de ses droits fondamentaux, que la loi elle-même ne doit pas transgresser. Mais il ne dispose pas d'un libre-arbitre sans limite et sans appel. La limite est la liberté des autres, qui peut diverger de la sienne. L'appel est la volonté collective exprimée selon les modes de la démocratie. Dans une société civilisée l'individu est libre, mais non souverain. Là-dessus repose le contrat social. Au contraire, la tradition historique a posé les États comme souverains et longtemps ces souverainetés sont restées sans limite et sans appel. La tragique suite des guerres modernes n'a pas d'autre cause. C'est au nom du dogme absolu de la souveraineté sans limite et sans appel qu'on a si longtemps interdit toute société internationale. C'est au nom du même dogme qu'on a privé la Société

des nations (SDN) de toute force exécutive, qu'on lui a soustrait le jugement des plus graves litiges internationaux, qu'on l'a enchaînée par la règle de l'unanimité. C'est au nom de ce même dogme qu'on a introduit dans la Charte de San Francisco des dispositions funestes, comme celle du veto, qui paralysent sous nos yeux l'action de l'ONU et qui nous réduisent aujourd'hui à chercher dans le fédéralisme européen un recours partiel contre la carence de l'organisation internationale. C'est au nom de ce même dogme que l'on condamne encore aujourd'hui les premières tentatives de l'Europe occidentale pour entreprendre un commencement d'unification économique qui entraînera fatalement un commencement d'unification politique.

Nous resterons fidèles à nous-mêmes, fidèles à notre pensée, fidèles à notre avenir en travaillant de notre mieux à l'organisation de l'Europe. Travaillerons-nous ainsi pour la consolidation du capitalisme ? Peut-être est-on enclin à l'espérer dans certains cercles de l'opinion américaine. Je l'ignore, mais il se peut. Nous avons le droit, nous socialistes, de penser tout au contraire qu'en rendant à l'Europe un peu de bien-être et un commencement de prospérité, nous travaillerons non pour le capitalisme, mais pour le socialisme.

On éprouve quelque stupeur quand on constate quels sont dans le monde d'aujourd'hui les tenants acharnés du dogme de la souveraineté sans limite et sans appel. Le socialisme, lui, est international. Il reste fidèle à sa tradition, à sa raison d'être, quand il affirme : "La souveraineté doit être réduite à la limite de l'indépendance. Elle doit être soumise à l'appel de la volonté collective – européenne aujourd'hui, universelle demain." Le socialisme totalement réalisé, ce serait l'univers entier cultivé et exploité comme un héritage unique selon la vocation naturelle de chaque terroir comme de chaque individu, pour le profit commun et le bien-être de l'humanité

entière. Cette rationalisation universelle où tous les apports de la nature recevraient leur utilisation parfaite, aussi bien que tous les progrès de la technique et de la science, et qui permettrait de répartir sur l'ensemble de la race humaine le maximum de richesses au prix du minimum de travail, nous savons bien qu'elle reste un idéal encore lointain. Mais nous considérons comme un progrès socialiste tout ce qui nous en rapproche. Quand nous voyons le plan Marshall obliger les nations participantes à se grouper, à s'entendre, à confronter leurs économies respectives, nous disons : "Tant mieux", et nous applaudissons. Quand nous les verrons demain, par la force des choses, établir des plans communs de production et d'échange, créer des organismes communs de contrôle, d'exécution, peut-être de gestion, nous dirons : "Tant mieux, cela est nôtre", et nous appliquerons toute la puissance d'impulsion et de persuasion du socialisme, dans les États où tantôt il dirige le pouvoir, tantôt il y participe, pour imprimer l'accent le plus énergique à cette tentative – nouvelle dans le monde – d'organisation, de fédération, d'unification. J'éprouve quelque fierté et quelque émotion à rappeler qu'au lendemain de l'autre guerre, le socialisme avait pris déjà cette initiative. De 1921 à 1923, les socialistes des quatre nations alliées – Grande-Bretagne, Italie, Belgique, France – réunis avec les représentants des deux partis socialistes allemands, constatant que des problèmes comme ceux de l'acquittement des charges de la guerre, des réparations, de la reconstruction, de la modernisation de l'outillage, apparaissaient comme insolubles dans les cadres nationaux, avaient recherché cette solution sur le plan de l'organisation et de la coopération internationale. Leurs travaux ont comporté de nombreuses réunions internationales. Le document où ils ont pris la forme la plus précise est connu sous le nom de plan de Francfort ; Matteotti fut un de ses principaux rédacteurs. Il était large et hardi puisqu'il comportait des mesures telles que l'organisation internationale du crédit, la monnaie internationale, le financement d'une partie des charges de la guerre et des grands travaux d'équipement européen par des emprunts internationaux, gagés par

des taxes internationales, ou par des exploitations et des monopoles internationaux.

Nous resterons fidèles à nous-mêmes, fidèles à notre pensée, fidèles à notre avenir en travaillant de notre mieux à l'organisation de l'Europe. Travaillerons-nous ainsi pour la consolidation du capitalisme ? Peut-être est-on enclin à l'espérer dans certains cercles de l'opinion américaine. Je l'ignore, mais il se peut. Nous avons le droit, nous socialistes, de penser tout au contraire – du moins en ce qui concerne l'Europe et en nous fondant sur l'expérience des cent dernières années – qu'en rendant à l'Europe un peu de bien-être et un commencement de prospérité, nous travaillerons non pour le capitalisme, mais pour le socialisme. L'enseignement marxiste est, je le crois, exactement conforme à ce que j'avance ici. Je vous le rappelais tout à l'heure. La prospérité, le mieux-être des travailleurs sont le milieu de culture favorable du socialisme. La construction socialiste suppose un état cohérent et florissant de la production, une classe ouvrière saine et cultivée, une orientation générale d'aisance, de culture, de progrès. Nous travaillons donc pour le socialisme, et, en tout cas, nous travaillons pour la paix, ce qui est presque la même chose, car la paix est nécessaire au socialisme comme le socialisme est nécessaire à la paix. L'avenir de la paix est dans l'organisation internationale limitant les souverainetés particulières et pourvue d'une super souveraineté. Le présent de la paix est, pour une large part, dans le groupement de ces démocraties européennes, fortifiées par leur groupement même, dont aucune ne peut paraître suspecte de la moindre pensée d'agression contre qui que ce soit, dont le plus ardent désir et le plus puissant intérêt sont d'apaiser l'état de méfiance réciproque qui s'avive entre les États-Unis et le bloc oriental, et auxquelles seules, je crois bien, à l'heure présente, il appartient d'entreprendre cette tâche salutaire avec une chance de succès.

C'est en ce sens que le socialisme est résolu à tirer du groupement européen ce qu'on a appelé la Troisième Force internationale. Songez-y bien. La démocratie internationale, lorsque l'effort des peuples et des hommes l'aura réalisée, ne sera pas une

démocratie totalitaire. De même qu'à l'intérieur de chaque démocratie nationale, on y verra coexister paisiblement et s'opposer librement des conceptions, des tendances, des forces différentes. Nous pourrions trouver déjà comme un pressentiment de cet état futur dans notre univers d'aujourd'hui où des conceptions, des tendances, des forces distinctes ou adverses semblent passer par-dessus nos frontières pour réagir sur nos conflits nationaux. Le socialisme international ne se substitue à aucune de ces conceptions, de ces tendances, de ces forces, puisqu'il entend demeurer lui-même. Il peut être amené à prendre parti contre l'une ou l'autre d'entre elles. Mais il entend les faire rentrer et les maintenir toutes dans le cadre, dans le jeu libre et loyal de la démocratie à qui il appartiendra de les concilier ou de décider entre elles. La Troisième Force est ainsi celle qui tend à transporter la démocratie du plan national sur le plan international et, pour ce travail, le socialisme peut servir de guide puisque sa doctrine, sa tradition, sa pratique lui confèrent une sorte de droit d'aînesse. Se retrancher de la démocratie, de la part de qui que ce soit et sous quelque prétexte que ce soit, c'est être un fasciste. Lutter à l'intérieur de la démocratie, c'est être un homme libre.

Je n'ajouterai plus qu'un mot. J'ai lu dans l'*Avanti*, le jour même de mon arrivée en Italie, la traduction d'une déclaration qui avait paru dans un journal communiste de Paris, et qui porte le nom de quel-

Tous les États, tous les peuples doivent rester maîtres de leurs jugements et de leurs décisions, mais l'indépendance des peuples doit reposer sur une liberté intelligente et réfléchie. Et parmi les mobiles qui concourent à leur décision finale, il est légitime et nécessaire qu'entrent en compte le sentiment des autres peuples, l'opinion publique universelle, la conscience internationale. Il y aurait une incroyable régression à considérer aujourd'hui un peuple quelconque comme une sorte d'unité close, dont la vie échappe à la connaissance et au jugement des autres peuples.

ques journalistes et hommes politiques français, non affiliés officiellement au Parti communiste, mais qui sont publiquement à sa disposition. Les auteurs de cette déclaration attestent leur sympathie pour le peuple italien, mais ils s'offusquent que des gouvernements étrangers et des hommes politiques étrangers s'immiscent dans ses affaires par le chantage des conseils et des menaces. Le peuple italien, disent-ils, est libre, comme doivent le rester tous les peuples quel que soit leur régime intérieur. Il n'a pas besoin de conseils. Il est assez grand pour savoir lui-même par quelle voie il veut parvenir à la démocratie et à la paix.

Je n'accepte pas la leçon que donnent ainsi quelques-uns de mes compatriotes et je n'éprouve aucune gêne à le leur dire ici, sur la terre italienne. Sans s'en douter peut-être ils ont soulevé un très grave problème qui surpasse de très haut la conjoncture présente. Si leur thèse était exacte, il faudrait interdire à tout homme politique d'exprimer un sentiment quelconque sur les affaires d'un pays qui n'est pas le sien, car il n'y a pas d'opinion qui n'enferme un jugement et tout jugement peut être interprété malignement comme un conseil ou comme une menace. Il faudrait supprimer dans les parlements tout débat de politique étrangère. Il faudrait supprimer dans la presse et à la radio toute rubrique internationale. Il faudrait enfermer chaque État dans une frontière fortifiée de la pensée. Il faudrait abaisser partout le rideau de fer pour enfermer les peuples dans le plus étroit et le plus dangereux de tous les nationalismes, le nationalisme de l'esprit.

Je vous le disais tout à l'heure, les lois de l'indépendance sont enfreintes lorsqu'un État grand et puissant dicte à un État plus petit et plus faible sa ligne de conduite. Elles l'ont été, par exemple, l'an passé, lorsque la Russie soviétique a imposé à la Pologne et à la Tchécoslovaquie le refus de participer au plan Marshall. Je ne sais si mes confrères français, qui montrent aujourd'hui un soin si jaloux, ont élevé alors leur protestation. À dire vrai, j'en doute. Oui, tous les États, tous les peuples doi-

vent rester maîtres de leurs jugements et de leurs décisions, mais l'indépendance des peuples doit reposer sur une liberté intelligente et réfléchie. Et parmi les mobiles qui concourent à leur décision finale, il est légitime et nécessaire qu'entrent en compte le sentiment des autres peuples, l'opinion publique universelle, la conscience internationale. Il y aurait une incroyable régression à considérer aujourd'hui un peuple quelconque comme une sorte d'unité close, dont la vie échappe à la connaissance et au jugement des autres peuples. Cette autarcie politique et intellectuelle serait aussi absurde et elle me paraît encore plus scandaleuse que l'autarcie économique. Je suis pour ma part, je le déclare fermement, à l'antipode d'une telle conception. Il n'y a pas, selon moi, de peuple qui puisse ou doive se soustraire, par une espèce de prohibition autoritaire, à la vie politique du monde, à la pensée collective de l'humanité. Le progrès politique de l'humanité m'apparaît dans une conciliation de plus en plus intime, de plus en plus exacte entre l'indépendance, l'originalité respective de chaque nation et l'organisation, l'unification progressive de l'humanité. Je suis un Français et un internationaliste. La constitution de forces internationales comme le socialisme m'apparaît comme un des éléments actifs du progrès humain. À cette heure même, j'ai essayé de vous le faire sentir, c'est l'organisation internationale, dans la trop faible mesure où elle existe, et c'est l'aspiration universelle des peuples à l'étendre, à la fortifier, à la rendre plus efficace, qui représentent notre plus sûre chance de sortir du chaos et de la misère légués par la dernière guerre, et d'échapper à la catastrophe indicible, et inconcevable, d'une guerre nouvelle. C'est cela, en vérité, que je suis venu vous dire aujourd'hui. Je n'ai pas le sentiment, en vous le disant, d'avoir exercé une menace, un chantage, ou d'avoir montré de l'indiscrétion dans l'amitié. Si j'ai commis quelque légère faute à cet égard, vous me le pardonnerez j'en suis sûr, parce que l'indiscrétion ne serait qu'un excès de zèle dans la conviction et que l'amitié est cordiale et fraternelle. »